



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 2528

Texte de la question

RÉORIENTATION DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à Mme Annick Lepetit, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Annick Lepetit. Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, alors que l'économie mondiale est soumise à de fortes turbulences, la régulation à laquelle notre majorité est attachée reste plus que jamais indispensable.

Inlassablement, le Président de la République défend sur la scène européenne et sur la scène internationale, le principe de nouvelles régulations. Son objectif est le même depuis 2012 : faire reculer les logiques de l'austérité qui nuisent aux intérêts des peuples.

Cette ambition et ce volontarisme correspondent pleinement à ce que les Français attendent des responsables politiques. C'est ainsi que la France avait combattu l'idée d'une sortie de la Grèce de la zone euro, option qui avait les faveurs de l'Allemagne.

C'est ainsi que la France a porté l'idée d'une union bancaire qui protège contre les dérives de la finance. C'est ainsi que la France a obtenu une sortie du carcan de l'orthodoxie monétaire. Baisse historique des taux d'intérêt, baisse de l'euro face au dollar, programme de rachat de titres publics : la croissance et l'emploi sont enfin au cœur de la politique de la Banque centrale européenne.

C'est ainsi que la France a défendu l'idée d'un plan de 315 milliards d'euros dans les États de l'Union pour favoriser l'investissement, les infrastructures, l'écologie et le numérique.

Alors que le dossier de la dette grecque mobilise les attentions, alors que le Président de la République recevra demain le nouveau Premier ministre grec, pouvez-vous nous dire, monsieur le ministre, comment la France va continuer à entraîner l'Europe vers plus de croissance et plus d'emploi ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Madame la députée, ce dont la France, l'Europe, chaque pays européen ont besoin aujourd'hui, c'est plus de croissance pour plus d'emploi. (« *Bravo !* » et *applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Ce n'est pas une question propre à tel ou tel pays, c'est une question pour l'ensemble de l'Union européenne, et tout particulièrement pour l'ensemble de la zone euro qui, depuis plusieurs années, année après année, connaît

une croissance trop faible, un chômage trop élevé. (« Bravo ! » sur plusieurs bancs du groupe UMP.)

C'est le combat qui nous a, les uns, les autres, rassemblés et qui a permis à la France, vous l'avez dit, de montrer le chemin et d'entraîner autour d'elle pour aller vers une réorientation progressive de la politique européenne.

M. Pierre Lellouche. Quel talent !

M. Michel Sapin, ministre. De la croissance en plus, c'est une politique monétaire adaptée à la situation. C'est ce qu'a fait la Banque centrale européenne. Aujourd'hui, le niveau de l'euro est beaucoup plus en adéquation avec la valeur raisonnable de cette monnaie par rapport aux autres monnaies du monde.

Aujourd'hui, les taux d'intérêt sont extrêmement faibles en Europe de manière générale et tout particulièrement en France, ce qui est le signe de la confiance des investisseurs.

Aujourd'hui, nous soutenons, mais il faut aller plus vite et plus fort, un plan d'investissement qui permette de relancer l'activité tout en modernisant en profondeur l'ensemble de notre économie et de nos territoires.

Madame la députée, nous voulons que la Grèce reste dans l'Europe et la zone euro, car sa place est dans l'euro ; c'est qui est le meilleur moyen pour la Grèce de faire face à ses difficultés et pour l'Europe de progresser. Ce dont la Grèce a besoin, c'est d'une croissance supplémentaire. Elle a perdu 25 % de sa richesse en l'espace de quelques années.

On comprend qu'une telle situation soit insupportable pour le peuple grec comme pour l'économie. Telle est la direction dans laquelle nous nous orientons avec tous les Européens pour qu'il y ait plus de croissance, plus d'investissement, plus d'emploi et afin que chacun trouve une place sereine au sein d'une Europe en marche. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)

Données clés

Auteur : [Mme Annick Lepetit](#)

Circonscription : Paris (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2528

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 février 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [4 février 2015](#)